

Les bonnes recettes pour l'évaluation des tiers dans 11 secteurs Publics

**Simplifiez et sécurisez les évaluations de vos tiers
grâce à une plateforme centralisée.**

Optimisez vos processus, assurez la conformité réglementaire et renforcez la confiance entre les acteurs. Vous gagnez en efficacité et en transparence dans la gestion de vos interactions professionnelles.



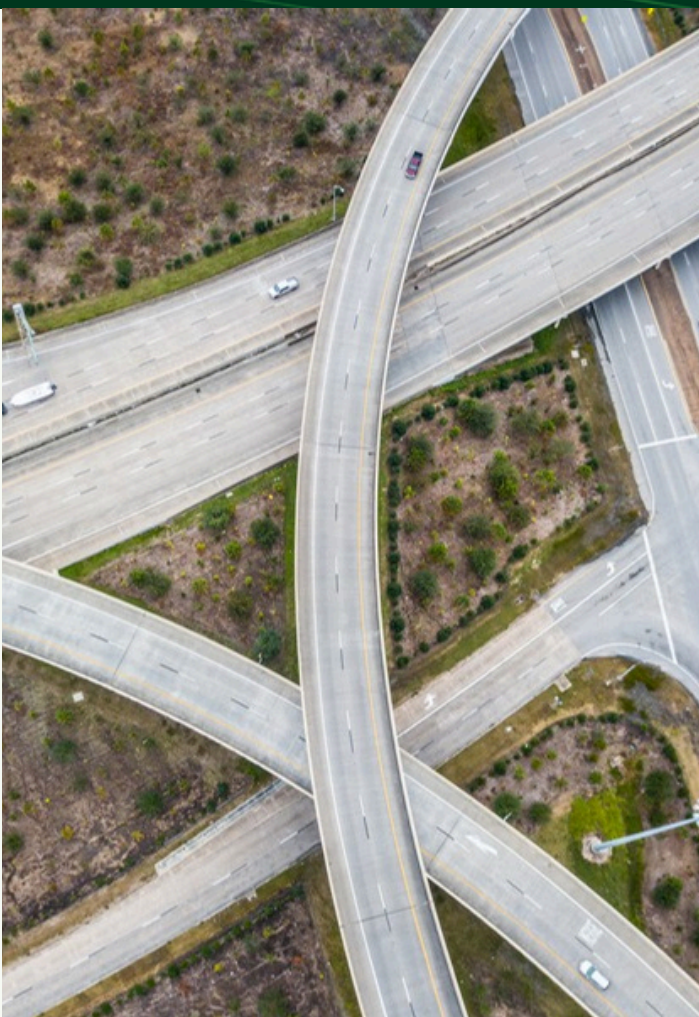
Introduction

Les services publics évoluent dans un environnement de plus en plus exigeant. Entre pression réglementaire croissante, attentes citoyennes renforcées et impératifs de performance, chaque organisme — qu'il s'agisse d'un bailleur social, d'une collectivité territoriale, d'une régie ou d'une université — doit conjuguer efficacité opérationnelle et conformité stricte.



Depuis la loi Sapin 2 jusqu'aux obligations du SPASER, en passant par les exigences liées à la loi ELAN ou aux engagements RSE, les acteurs publics doivent mettre en place des dispositifs robustes de gouvernance de leurs partenaires et fournisseurs. Cette complexité croissante transforme la gestion des tiers en un enjeu stratégique, touchant à la fois à la maîtrise des risques, à l'éthique, à la cybersécurité et à la transition environnementale.





Mais face à cette densité réglementaire, tous les services ne sont pas logés à la même enseigne. Chaque secteur public présente des spécificités : l'habitat social fait face à des enjeux de contrôle documentaire massifs, les régions de transport doivent répondre à des obligations de vigilance accrues, et les universités cherchent à sécuriser leurs relations avec des intervenants multiples. Il est donc essentiel de proposer une approche ciblée, adaptée à la réalité de terrain de chaque acteur.

Ce livre blanc vise à dresser un panorama des enjeux majeurs rencontrés par les différentes familles du service public, tout en mettant en lumière les réponses concrètes que peut apporter une plateforme de gouvernance des tiers moderne, centralisée et automatisée. À travers des exemples concrets, des tableaux synthétiques et des textes sectoriels, vous découvrirez comment transformer ces contraintes réglementaires en opportunités d'optimisation et de fiabilisation de vos processus.



1. Habitat social : enjeux, cadre réglementaire et bonnes pratiques
2. Organismes de formation : conformité, qualité et traçabilité
3. Régies de transport : vigilance et transparence
4. Santé publique : traçabilité et maîtrise du risque
5. Collectivités territoriales : gouvernance et transparence
6. Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) : gouvernance et crédibilité
7. SDIS – Services Départementaux d'Incendie et de Secours : réactivité et fiabilité
8. Métropoles : pilotage global et exemplarité
9. SEM – Sociétés d'Économie Mixte : rigueur et souplesse
10. Commande publique : conformité et transparence
11. Universités & CROUS : conformité et gestion multi-sites
12. Les bénéfices de Aprovall pour les secteurs publics
13. Nos clients témoignent



Habitat social : enjeux, cadre réglementaire et bonnes pratiques

Enjeux clés

Le secteur de l'habitat social évolue dans un environnement réglementaire dense, marqué par des obligations juridiques, financières et organisationnelles. Les organismes doivent gérer un grand nombre de prestataires et de fournisseurs, tout en garantissant la conformité et la transparence de leurs pratiques.

Les principaux enjeux identifiés sont :

- Le respect des obligations liées à la **commande publique** et au **SPASER**, qui imposent des critères de durabilité et de responsabilité dans les achats.
- La lutte contre les fraudes, notamment à travers la **vérification des coordonnées bancaires (RIB)** des prestataires.
- La mise en conformité avec la **loi ELAN**, qui entraîne des regroupements d'organismes (SAC, FUSAC) et des évolutions de gouvernance.
- La **fiabilité documentaire** des fournisseurs et attributaires de marché (attestations légales, certifications, assurances).
- Le **suivi d'indicateurs de performance** liés aux tiers (délais, qualité de service, conformité).



Ces enjeux s'inscrivent dans une tendance de fond : la **digitalisation des processus**, le besoin d'un **pilotage consolidé** et la **sécurisation des données fournisseurs**.

Bonnes pratiques observées dans le secteur

Pour répondre à ces défis, plusieurs pratiques se dégagent au sein des organismes d'habitat social :

- **Centraliser la gestion des tiers** : disposer d'une base unique regroupant toutes les informations et documents des prestataires facilite la mise en conformité et le suivi.
- **Automatiser les contrôles documentaires** : réduire la charge manuelle des équipes en systématisant la vérification des attestations et des données clés (ex. RIB).
- **Mettre en place des indicateurs de pilotage** : suivre régulièrement les échéances, les risques de non-conformité et la performance des prestataires via des tableaux de bord.
- **S'adapter aux restructurations** (loi ELAN) : organiser la gouvernance et les référentiels fournisseurs en tenant compte des regroupements (SAC/FUSAC) pour maintenir une vision homogène.
- **Assurer la traçabilité et l'archivage** : conserver un historique clair des contrôles, documents et validations, utile en cas d'audit, de contrôle des tutelles ou d'examen par les commissaires aux comptes.



“Grâce à la complémentarité d'Aprovall et d'indueD, nous avons digitalisé et structuré l'ensemble de notre processus de création et d'évaluation de tiers. Aujourd'hui, ce sont plus de 250 collaborateurs qui interagissent via un workflow fluide, sécurisé et répondant au 4ème pilier de la loi Sapin 2. Sur nos 2000 tiers, nous avons pu cartographier les risques, automatiser les contrôles, et intégrer les rapports de probité. Cette mise en place marque un véritable cap de maturité pour Antin Résidences.”

Exemple concret : la loi ELAN et la gestion documentaire

La loi ELAN a introduit une dynamique de regroupement des organismes (via les SAC ou FUSAC), entraînant de profondes évolutions dans la gouvernance et les processus internes.

Dans ce contexte, la gestion des tiers devient un facteur stratégique :

- elle permet de consolider les référentiels fournisseurs au niveau de la nouvelle entité,
- elle garantit une cohérence documentaire (attestations, assurances, certifications) à l'échelle des regroupements,
- elle facilite le pilotage global de la conformité et le suivi des obligations.

Cette approche contribue à renforcer la confiance des parties prenantes (locataires, partenaires financiers, autorités de contrôle) et à sécuriser la gestion des marchés publics.

Les bénéfices attendus

En adoptant ces bonnes pratiques, les organismes d'habitat social peuvent :



réduire les risques de **non-conformité réglementaire**,



sécuriser les **paiements** en limitant les fraudes,



gagner du temps pour les équipes opérationnelles,



améliorer la **gouvernance et la transparence** de leurs activités,



renforcer leur **image responsable** vis-à-vis des partenaires et des autorités.

2

Organismes de formation : conformité, qualité et traçabilité

Enjeux clés

Les organismes de formation évoluent dans un environnement marqué par des exigences de qualité, de conformité et de transparence. Les relations avec les intervenants — souvent indépendants ou multi-statuts — nécessitent un suivi rigoureux.

Parmi les principaux enjeux :

- Le **suivi et la traçabilité** des formateurs en cas de contrôle.
- L'**évaluation régulière** des intervenants pour garantir la qualité.
- Le **respect des obligations documentaires** (attestations sociales, fiscales, assurances, etc.).
- La gestion de la diversité des **statuts** (auto-entrepreneur, société, organisme partenaire).
- La conformité aux exigences liées au **CPF, aux appels à projets publics** et à la certification **Qualiopi**.



La rigueur documentaire et le pilotage qualité sont des conditions indispensables pour sécuriser les financements et maintenir la crédibilité de l'organisme.

Bonnes pratiques observées dans le secteur

Pour répondre à ces défis, plusieurs pratiques se dégagent au sein des organismes d'habitat social :

- **Centraliser la gestion des intervenants** pour garder une vision claire des statuts, documents et échéances.
- **Automatiser les contrôles documentaires** afin de réduire les risques de manquement.
- **Évaluer systématiquement les prestations** grâce aux retours post-formation.
- **Prévoir des alertes** pour les documents expirés ou manquants.
- **Conserver la traçabilité** de toutes les démarches en cas d'audit administratif ou financier.



Exemple concret : le suivi des formateurs et des audits Qualiopi

Les financeurs publics et certificateurs demandent aux organismes de formation de démontrer, preuves à l'appui, que leurs intervenants sont déclarés, qualifiés et conformes.

Dans ce contexte, la gestion structurée des formateurs permet de :

- suivre les documents légaux (URSSAF, assurance, attestations fiscales),
- garantir la mise à jour régulière grâce à des rappels et relances,
- évaluer la qualité des prestations via des indicateurs et retours.

Une organisation claire facilite la préparation des audits et renforce la crédibilité auprès des financeurs.

Les bénéfices attendus



Réduction du **risque de non-conformité** lors des audits Qualiopi ou financeurs publics.



Sécurisation documentaire des intervenants.



Vision consolidée sur les risques liés aux formateurs.



Gain de temps administratif.



Valorisation de la **qualité des prestations** auprès des clients et partenaires.

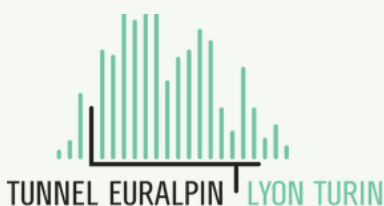
Régies de transport : vigilance et transparence

Enjeux clés

Les régies de transport, souvent liées aux collectivités territoriales, doivent conjuguer qualité de service, conformité réglementaire et maîtrise des risques. Elles sont soumises à une exigence accrue de transparence et de vigilance.

Leurs principaux enjeux :

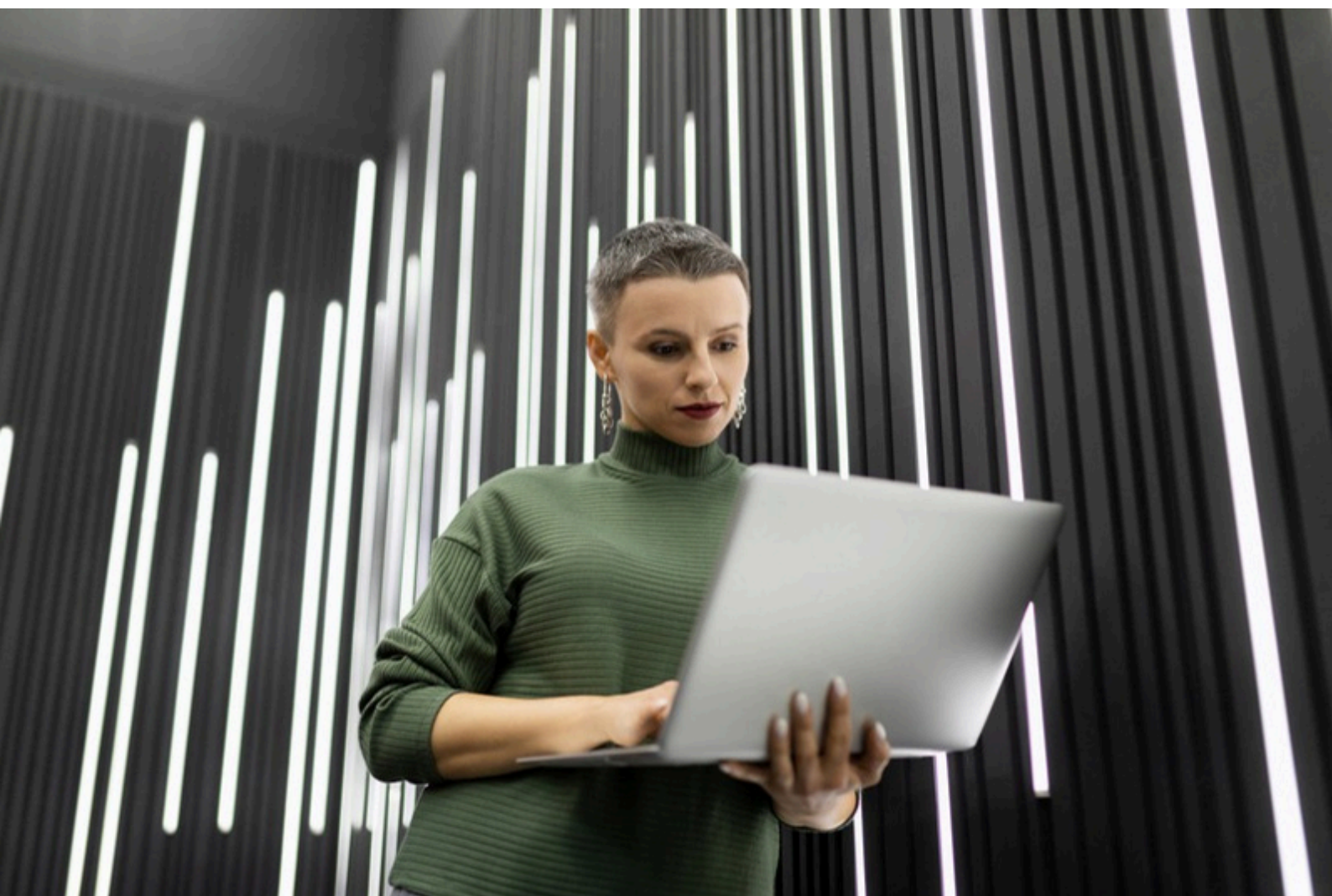
- Le respect du **SPASER** et des règles de la commande publique.
- L'**évaluation systématique des sous-traitants et fournisseurs**.
- La prévention de la **corruption et des conflits d'intérêts**.
- La maîtrise du **risque réputationnel**.
- La **traçabilité documentaire** dans un contexte régionalisé.



“Avec AprovaLL, le gain de temps a été immédiat. La digitalisation du contrôle bancaire automatise les tâches et renforce la lutte contre la fraude bancaire. La solution permet aussi de vérifier tous nos tiers, directs et indirects, une mission autrement laborieuse.”

Bonnes pratiques observées dans le secteur

- **Définir des critères clairs d'évaluation** des fournisseurs (éthique, conformité, sécurité).
- **Consolider les documents réglementaires** pour prouver la transparence.
- **Mettre en place des tableaux de bord** dédiés au suivi du SPASER.
- **Déclencher des alertes** en cas d'anomalie ou de documents expirés.
- **Tracer et historiser** toutes les démarches pour sécuriser les audits.



Exemple concret : transparence et suivi régionalisé

Les régies doivent démontrer à tout moment leur capacité à respecter leurs obligations de vigilance et à sécuriser leurs relations avec les prestataires.

Une démarche proactive permet de :

- assurer une traçabilité complète des documents,
- déclencher des alertes en cas de risque identifié,
- suivre la conformité des partenaires dans le cadre du SPASER.

Cela renforce la sécurité juridique et la confiance des autorités de tutelle.

Les bénéfices attendus



Maîtrise du risque fournisseur.



Conformité garantie avec le SPASER et la commande publique.



Réduction des risques juridiques et réputationnels.



Suivi facilité des échéances et anomalies.



Vision consolidée des sous-traitants et marchés.

4

Santé publique : traçabilité et maîtrise du risque

Enjeux clés

Les établissements publics de santé (hôpitaux, CHU, centres médico-sociaux...) évoluent dans un cadre fortement réglementé, soumis à des audits fréquents et à des exigences élevées en matière de conformité.

Leurs principaux enjeux :

- Respect des procédures de **commande publique**.
- **Traçabilité** des fournisseurs dans les processus critiques.
- Maîtrise du **risque juridique et sanitaire**.
- Lutte contre le **travail dissimulé** et les pratiques frauduleuses.
- **Sécurisation des données** dans un environnement multisite ou en GHT.



La multiplicité des prestataires (médicaux, techniques, intérimaires) rend indispensable un pilotage rigoureux et réactif.

Bonnes pratiques observées dans le secteur

- **Centraliser la gestion des tiers** au niveau de l'établissement ou du GHT.
- **Automatiser les contrôles documentaires** (URSSAF, RIB, certifications).
- Mettre en place des **alertes ciblées** sur les documents critiques.
- **Assurer la traçabilité complète** des démarches pour sécuriser les audits.
- **Consolider les données fournisseurs** pour une vision transversale.



Exemple concret : conformité et sécurité sanitaire

Dans un contexte où chaque fournisseur peut impacter directement la qualité des soins, la gestion rigoureuse des tiers devient un facteur de sécurité sanitaire.

Un pilotage structuré permet de :

- vérifier en continu les documents réglementaires,
- détecter rapidement les non-conformités,
- garantir une traçabilité complète utile en cas de contrôle.

Une organisation claire renforce la confiance des tutelles et protège les établissements face aux risques juridiques et sanitaires

Les bénéfices attendus



Réduction des risques **sanitaires et juridiques** liés aux prestataires.



Vision consolidée des tiers dans les structures multisites.



Gain de temps administratif pour les équipes.



Conformité renforcée lors des audits.



Amélioration de la **traçabilité et de la sécurité des processus**.

5

Collectivités territoriales : gouvernance et transparence

Enjeux clés

Les communes, départements et régions doivent gérer une grande diversité de services et de prestataires, dans un cadre de forte exigence réglementaire.

Leurs principaux enjeux :

- Respect strict de la **commande publique** et des règles de mise en concurrence.
- Conformité aux critères **SPASER** et **RSE**.
- Maîtrise des risques liés aux **fournisseurs** (travail dissimulé, conflits d'intérêts).
- **Visibilité** sur les marchés en cours.
- Capacité à démontrer la **traçabilité et la transparence**.



La gestion documentaire et l'automatisation des contrôles deviennent des leviers essentiels pour sécuriser l'action publique.

Bonnes pratiques observées dans le secteur

- **Centraliser la gestion des fournisseurs** sur un outil unique.
- **Automatiser les relances et contrôles** des documents.
- **Déclencher des alertes** en cas de documents expirés ou manquants.
- **Mettre en place des tableaux de bord** pour suivre les engagements SPASER.
- **Valoriser les actions RSE** auprès des citoyens et instances de contrôle.



“La souplesse et la pertinence des indicateurs d'AprovaLL permettent de disposer d'une vision claire sur l'ensemble des contrats, y compris les plus modestes du secteur public.”



Exemple concret : pilotage responsable des marchés publics

Les collectivités doivent concilier performance, rigueur et exemplarité.

En structurant la gestion des fournisseurs, elles peuvent :

- suivre en temps réel la conformité documentaire,
- détecter les points de vigilance,
- démontrer leur engagement RSE dans le cadre du SPASER.

Ce pilotage contribue à renforcer la confiance des élus, des tutelles et des citoyens.

Les bénéfices attendus



Conformité garantie avec le cadre légal et le SPASER.



Réduction des **risques juridiques et réputationnels**.



Transparence renforcée auprès des parties prenantes.



Pilotage simplifié grâce à des indicateurs clairs.



Valorisation des engagements responsables.

Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) : gouvernance et crédibilité

Enjeux clés

Les CCI occupent une place particulière dans le paysage public : elles portent à la fois une mission institutionnelle et une activité économique.

Leurs principaux enjeux sont :

- Respect des règles de **commande publique**.
- Vérification documentaire rigoureuse des **fournisseurs et partenaires**.
- Conformité aux exigences de **bonne gouvernance et d'éthique**.
- Maîtrise du **risque réputationnel** dans les activités sensibles.
- Traçabilité des actions dans un cadre d'**autonomie réglementée**.



Leur statut hybride impose de conjuguer rigueur administrative et efficacité économique.

Bonnes pratiques observées dans le secteur

- **Structurer la gestion des tiers** avec des processus clairs et homogènes.
- **Automatiser les vérifications** documentaires pour limiter les erreurs.
- **Suivre les engagements contractuels** avec transparence.
- **Tracer et historiser** toutes les interactions avec les prestataires.
- **Mettre en place des indicateurs de gouvernance** pour piloter la conformité.

"Nous avons transformé notre gestion grâce à Aprovall qui sécurise l'intégralité du suivi de nos attributaires et de nos processus. Elle garantit un impact opérationnel significatif, améliore notre efficacité et nous fait gagner un temps précieux, tout en renforçant la sécurité et la performance globale de nos opérations."

Directrice des Achats
Administration Publique



"Je connaissais Aprovall dans le cadre de mes fonctions précédentes dans un autre établissement. L'ayant déjà utilisé et connaissant les capacités de l'outil, j'ai décidé de continuer à l'utiliser dans le cadre de mes fonctions actuelles."

Exemple concret : gestion hybride et gouvernance responsable

Dans un environnement où la CCI agit à la fois comme institution publique et acteur économique, la gestion des tiers doit être irréprochable.

La mise en place de procédures unifiées permet de :

- vérifier automatiquement les documents réglementaires,
- détecter les incohérences ou manquements,
- renforcer la crédibilité institutionnelle et économique de la CCI.

Une gouvernance structurée renforce la confiance des partenaires publics comme privés.

Les bénéfices attendus



Sécurisation juridique des relations fournisseurs et prestataires.



Réduction de la **charge administrative**.



Visibilité accrue sur la conformité des engagements.



Crédibilité renforcée auprès des partenaires.



Pilotage stratégique d'une activité à la fois publique et économique.

7

SDIS – Services Départementaux d’Incendie et de Secours : réactivité et fiabilité

Enjeux clés

Les SDIS, garants de la sécurité civile, doivent conjuguer réactivité opérationnelle et rigueur administrative.

Leurs enjeux prioritaires sont :

- Respect des **obligations réglementaires** de la commande publique.
- **Réactivité** dans la gestion des prestataires pour les interventions critiques.
- **Fiabilité des documents contractuels** et administratifs.
- Sécurisation des achats sensibles (équipements, maintenance, services).
- Suivi des **statuts juridiques** et des engagements contractuels.



La moindre faille documentaire peut avoir un impact direct sur leur mission de sécurité.

Bonnes pratiques observées dans le secteur

- **Anticiper et contrôler** les documents des prestataires sensibles.
- **Automatiser les alertes** en cas de documents expirés.
- **Centraliser les informations fournisseurs** pour gagner en rapidité.
- **Tracer et historiser** les validations pour sécuriser les audits.
- **Fiabiliser les paiements** grâce à la vérification des données bancaires.

Exemple concret : continuité opérationnelle et conformité

Pour assurer leurs missions en toutes circonstances, les SDIS doivent s'appuyer sur des prestataires fiables.

Un dispositif de gestion proactive permet de :

- centraliser les documents essentiels (assurances, certifications, attestations),
- détecter les risques en amont,
- garantir une réactivité maximale lors des interventions critiques.

Une conformité maîtrisée devient un levier direct de continuité opérationnelle.



« Avant, la collecte documentaire était chronophage, entre relances, devis et pièces manquantes. Avec AprovaLL, nous accédons immédiatement aux attestations et assurances à jour de nos fournisseurs. Cela réduit considérablement les délais et nous permet de sécuriser nos procédures d'achat sans multiplier les échanges. Le gain de temps est évident pour l'équipe et se traduit par une meilleure fluidité au quotidien. »

Me Marion AMI

Les bénéfices attendus



Réactivité renforcée dans les relations fournisseurs.



Réduction des **risques juridiques** liés aux achats sensibles.



Conformité garantie lors des audits.



Fiabilité opérationnelle accrue.



Traçabilité complète des relations avec les tiers.

Métropoles : pilotage global et exemplarité

Enjeux clés

Les métropoles gèrent des budgets importants, une grande diversité de services publics et un réseau étendu de partenaires, fournisseurs et délégataires.

Elles doivent conjuguer performance opérationnelle et exemplarité en matière de gouvernance.

Leurs principaux enjeux :

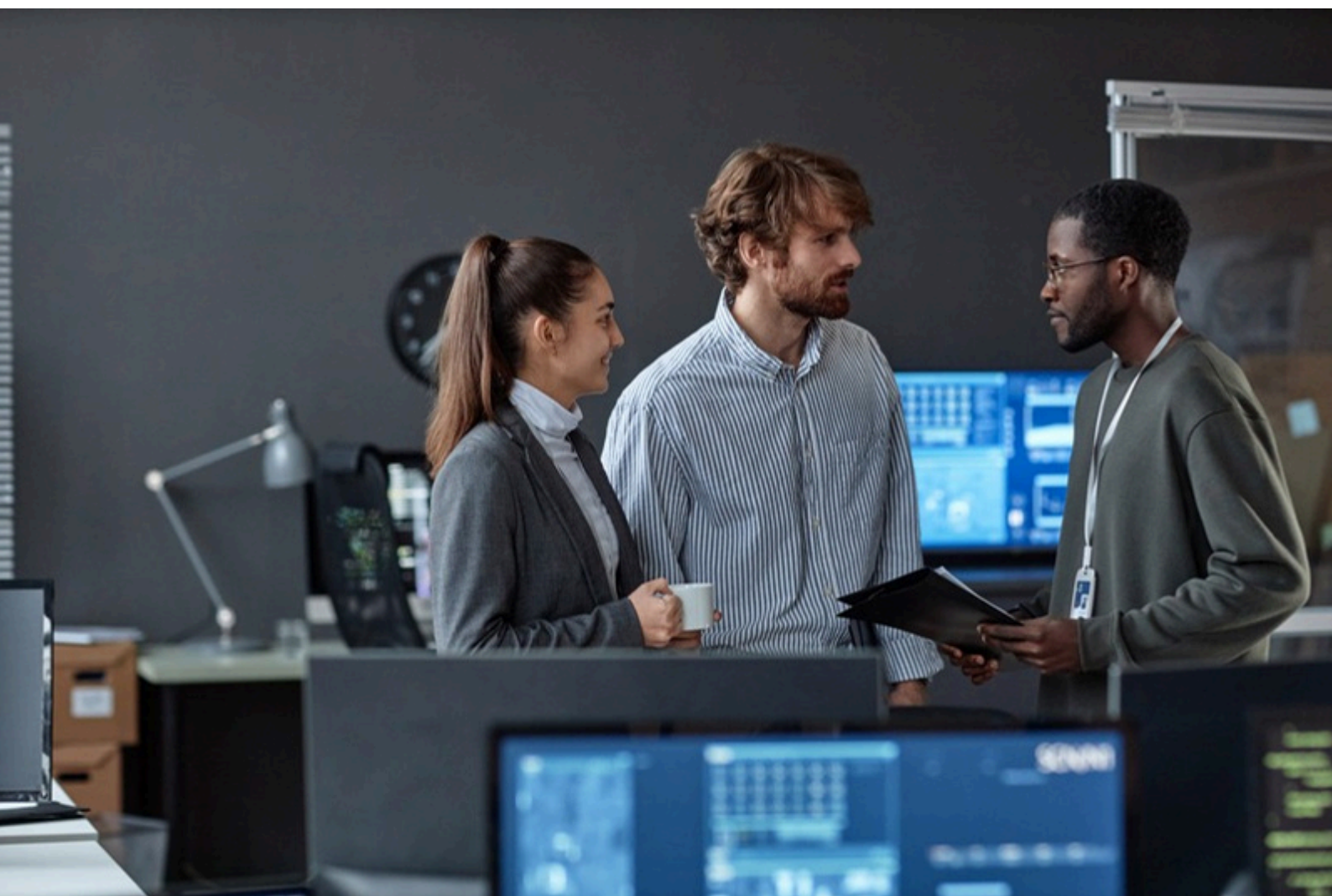
- Assurer la **conformité à grande échelle** sur l'ensemble des marchés.
- Disposer d'un **pilotage multi-directionnel** consolidé.
- Garantir la **traçabilité documentaire et contractuelle**.
- Intégrer les exigences **environnementales, sociales et éthiques** (SPASER, RSE).
- Prévenir le **risque de réputation** et détecter les irrégularités.



L'enjeu central : conjuguer efficacité et responsabilité face aux citoyens et aux partenaires institutionnels.

Bonnes pratiques observées dans le secteur

- **Centraliser la gestion des tiers** dans une plateforme unique.
- **Automatiser les contrôles** pour réduire la charge administrative.
- **Structurer l'accès aux données** par direction ou service.
- **Mettre en place des tableaux de bord consolidés** pour la direction générale.
- **Intégrer les critères ESG** dans le suivi fournisseur.



Exemple concret : gouvernance responsable et conformité

Les métropoles pilotent des centaines de fournisseurs, parfois sur plusieurs niveaux de délégation.

Un dispositif structuré permet de :

- consolider les indicateurs de conformité à l'échelle globale,
- offrir une vision transversale à la direction générale,
- donner aux services une autonomie contrôlée sur leurs prestataires.

Cela facilite la détection des risques, la valorisation des engagements RSE et la transparence vis-à-vis des citoyens.

Les bénéfices attendus



Pilotage centralisé des relations fournisseurs.



Maîtrise des **obligations SPASER et RSE**.



Réduction des **risques de non-conformité**.



Vision à 360° sur l'écosystème tiers.



Valorisation des **engagements responsables** auprès des parties prenantes.

9

SEM – Sociétés d'Économie Mixte : rigueur et souplesse

Enjeux clés

Les SEM occupent une position singulière : elles allient missions d'intérêt général et fonctionnement proche du privé.

Ce statut hybride implique de répondre à des obligations fortes tout en conservant de l'agilité.

Leurs principaux enjeux :

- Respect des **règles de commande publique** et de la loi Sapin 2.
- Maîtrise du **risque fournisseur** dans des projets stratégiques.
- **Transparence** vis-à-vis des actionnaires publics.
- **Suivi rigoureux** des engagements contractuels.
- Réduction du **risque réputationnel**.



La complexité de leur gouvernance impose un pilotage clair et structuré.

Bonnes pratiques observées dans le secteur

- **Adapter la gestion des tiers** aux exigences mixtes (public/privé).
- **Automatiser les contrôles documentaires** pour gagner en efficacité.
- **Tracer et historiser** les données pour préparer les audits.
- **Déclencher des alertes** sur les échéances sensibles.
- **Suivre les engagements éthiques et contractuels** avec des indicateurs dédiés.



Exemple concret : conformité hybride et sécurisation

Dans un environnement où la performance économique doit s'allier à la transparence publique, une gestion claire des tiers est indispensable.

Elle permet de :

- vérifier les documents réglementaires (sociaux, fiscaux, assurances),
- sécuriser les projets stratégiques en anticipant les risques,
- assurer une gouvernance partagée entre les partenaires publics et privés.

Cette approche concilie rigueur réglementaire et souplesse opérationnelle.

Les bénéfices attendus



Conformité renforcée face au droit public.



Réduction des **risques juridiques et réputationnels**.



Pilotage simplifié des engagements.



Souplesse d'usage pour les équipes.



Sécurisation des **projets stratégiques** portés par la SEM.

Commande publique : conformité et transparence

Enjeux clés

Les acheteurs publics (collectivités, agences, établissements publics...) évoluent dans un cadre légal strict et très contrôlé. Ils doivent garantir la conformité des marchés et la probité des titulaires.

Leurs principaux enjeux :

- Respect du **Code de la commande publique**.
- Maîtrise des **risques financiers, juridiques et éthiques**.
- Intégration des critères **ESG** (environnement, social, gouvernance).
- Lutte contre le **travail dissimulé** et la corruption.
- **Sécurisation des données** et prévention des cybermenaces.



Dans ce contexte, une gestion proactive des relations fournisseurs devient un levier essentiel de sécurisation et de réputation.

Bonnes pratiques observées dans le secteur

- **Automatiser la collecte des documents** obligatoires.
- **Tracer toutes les étapes** de contrôle pour préparer les audits.
- **Surveiller la solidité financière** des titulaires.
- **Intégrer les risques ESG et cyber** dans l'évaluation.
- **Détecter en amont les interdictions de soumissionner.**

**Société
des Grands
Projets**

“La solution nous a permis de structurer nos processus, d'éliminer les doubles saisies et de centraliser toutes les informations documentaires. On a gagné en traçabilité, en réactivité lors des évaluations Sapin 2 ainsi qu'en efficacité au quotidien. C'est un vrai changement de posture pour notre organisation, avec une visibilité accrue sur nos tiers.”



Exemple concret : conformité et pilotage des marchés

Dans le cadre d'un marché public, la conformité du titulaire et de ses sous-traitants conditionne la validité juridique du contrat.

Une gestion structurée permet de :

- centraliser les documents réglementaires exigés,
- automatiser les contrôles et relances,
- disposer d'une traçabilité complète en cas d'audit ou contentieux.

Cette approche fiabilise les procédures et réduit la charge administrative.

Les bénéfices attendus



Réduction du risque de **non-conformité**.



Gain de temps administratif.



Transparence accrue dans les appels d'offres.



Respect des obligations **ESG et SPASER**.



Sécurisation des achats publics sur tout le cycle de vie du marché.

Universités & CROUS : conformité et gestion multi-sites

Enjeux clés

Les universités et CROUS gèrent une grande diversité de prestataires (intervenants, vacataires, fournisseurs de services).

Ils doivent garantir la conformité documentaire dans un environnement complexe et décentralisé.

Leurs principaux enjeux :

- Vérification et suivi des **intervenants extérieurs**.
- Respect des règles de la **commande publique** et du droit du travail.
- **Traçabilité contractuelle** dans un cadre multi-campus.
- Réduction des risques liés à la **sous-traitance** ou au travail dissimulé.



La multiplicité des statuts (auto-entrepreneurs, prestataires, vacataires) exige une organisation rigoureuse et automatisée.

Bonnes pratiques observées dans le secteur

- **Automatiser la collecte et la vérification** des documents légaux.
- **Déclencher des alertes** en cas de manquement.
- **Consolider les données** par unité, campus ou entité.
- **Assurer une traçabilité complète** des relations contractuelles.
- **Préparer les audits** en historisant toutes les démarches.



Exemple concret : conformité des intervenants temporaires

Les universités et CROUS doivent souvent justifier la conformité de centaines d'intervenants temporaires.

Un dispositif automatisé permet de :

- vérifier en continu les pièces obligatoires (RIB, URSSAF, assurances),
- déclencher des alertes en cas d'échéance dépassée,
- centraliser les données par campus tout en offrant une vision globale à la direction.

Résultat : une conformité renforcée et un allègement significatif de la charge administrative.

Les bénéfices attendus



Sécurisation des relations avec les intervenants extérieurs.



Conformité garantie dans un environnement complexe.



Centralisation des données pour un pilotage multi-sites.



Gain de temps grâce à l'automatisation.



Crédibilité renforcée face aux tutelles et financeurs publics.

Simplifier et sécuriser la commande publique : l'apport des solutions AprovaLL



Billet de Sébastien Taupiac
Fondateur ST Agency

La commande publique se trouve aujourd'hui à un véritable tournant. D'un côté, les acheteurs publics sont confrontés à une **complexité réglementaire croissante, renforcée par les exigences sociales et environnementales**. De l'autre, les fournisseurs – notamment les TPE et PME – **peinent encore à accéder aux marchés** faute de simplification et de lisibilité. Le récent rapport sénatorial sur « les coûts et modalités effectifs de la commande publique » l'affirme avec force : « il n'y a pas de pilote dans l'avion ». Enchevêtrement des responsabilités, empilement des règles, absence de gouvernance claire : autant de constats sévères qui appellent à des réformes profondes.



Face à cette situation, la question n'est plus seulement juridique. Elle est avant tout opérationnelle : **Comment rendre la commande publique plus simple, plus efficace et plus attractive ?** C'est précisément là que se situe l'apport des solutions proposées par AprovaLL.

En **déchargeant les agents publics de tâches chronophages** – gestion et pilotage des tiers, collecte et vérifications de documents, relances administratives – **AprovaLL permet aux équipes de se recentrer sur leur valeur ajoutée**. Cette simplification améliore non seulement la qualité de vie au travail mais renforce également l'attractivité des établissements publics, dans un contexte où le recrutement et la fidélisation des talents constituent un défi majeur.

La performance du service public repose aussi sur la disponibilité des marchés « en temps et en heure ». **Grâce à une gestion automatisée et sécurisée**, la plateforme fiabilise les délais de mise en œuvre des contrats, anticipe les risques de rupture et garantit la continuité des prestations. Un marché attribué et exécuté dans les délais, c'est un service rendu plus efficace aux citoyens.

Mais simplifier la commande publique, c'est aussi ouvrir davantage la porte aux TPE et PME. Le rapport sénatorial insiste d'ailleurs sur la nécessité de réduire les barrières d'accès : exigences financières disproportionnées, lourdeurs administratives, critères trop complexes. En fluidifiant la relation contractuelle et en réduisant les formalités, **Aprovall facilite l'accès des petites entreprises aux marchés publics et contribue ainsi à une meilleure performance économique globale.**

Enfin, au-delà de l'efficacité et de l'attractivité, **Aprovall répond à un impératif de sécurité juridique et de conformité réglementaire.** Les obligations fiscales, sociales, environnementales, le contrôle de la réalité des engagements (RSE, cybersécurité...) ou encore la lutte contre la fraude trouvent dans la plateforme un cadre rigoureux, centralisé et historisé.

La solution apporte aussi une réponse efficace en matière **de sécurité financière par un niveau de contrôle avancé des coordonnées de paiement.** Pour l'acheteur comme pour l'opérateur économique, c'est la garantie de procédures sécurisées et de relations apaisées. En écho aux recommandations du Sénat, qui appellent à un passeport commande publique, à une gouvernance renforcée et à une meilleure maîtrise des données, Aprovall incarne dès aujourd'hui une solution concrète, souveraine et opérationnelle.

Puisque la simplification ne vient pas du droit, il faut l'accélérer par la technologie. C'est là tout le sens de l'engagement d'Aprovall : **déployer des solutions numériques efficaces, portées par un éditeur français, garant de la souveraineté et de la confiance.**

[rapport sénatorial](#)



Les bénéfices de Aprovall pour les secteurs publics



Droits Humains

Évaluez le niveau de vos fournisseurs en matière de droits humains et, vous vérifiez que vos fournisseurs agissent localement et globalement dans le respect de vos impératifs.



Conformité légale

Maîtrisez la conformité légale de vos fournisseurs en automatisant la mise à jour des documents, tout en respectant les réglementations.



Finance

Évaluez facilement la santé financière de vos fournisseurs, détectez les risques de fraude bancaire et anticipez les risques de rupture d'activité.



Environnement

Améliorez la visibilité des actions environnementales de vos fournisseurs en intégrant des parcours dans vos flux pour partager efficacement les informations en interne.



Éthique et conformité

Regroupez les informations afin d'obtenir une note précise et identifiez l'honorabilité de vos fournisseurs ; Vous prenez des mesures pour améliorer l'évaluation et votre réputation



Cybersécurité

Recueillez et analysez les documents cyber risques, automatisez vos actions internes et évaluez rapidement vos fournisseurs via une base de données globale.



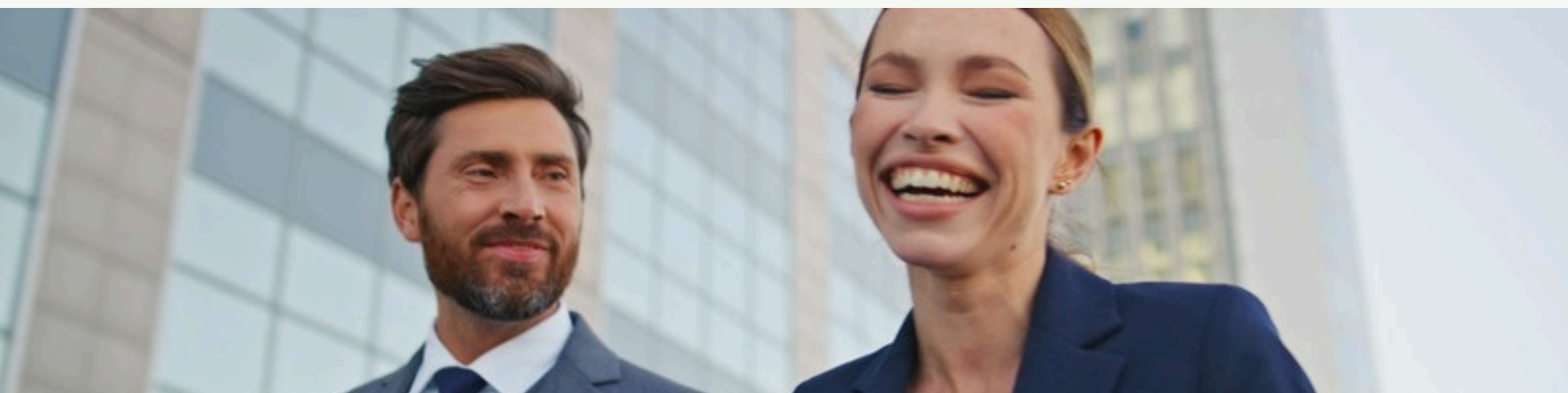
Structurer, auditer et piloter la gestion des tiers publics

Dans le secteur public, la maîtrise du risque fournisseur ne peut plus se limiter à la vérification documentaire. Les évaluations des attributaires requiert maintenant un **véritable pilotage des évaluations, une traçabilité des processus et un référentiel unique des tiers**. Les solutions de TPRM (Third Party Risk Management) répondent précisément à ces besoins en offrant un cadre structuré, auditable et évolutif.

Grâce à un **pilotage centralisé des évaluations**, les acheteurs et les directions de la commande publique disposent d'une vision globale et actualisée de la conformité des prestataires. Chaque étape – de la collecte à la validation des données – est tracée et historisée, garantissant une transparence totale vis-à-vis des obligations réglementaires (SPASER, Loi Sapin 2, Code de la commande publique).

Le TPRM devient aussi un **outil d'audit puissant**, permettant de démontrer à tout moment la rigueur des contrôles effectués et la cohérence des décisions prises. Les processus automatisés assurent la fiabilité des processus, tout en réduisant les marges d'erreur et les risques liés à la manipulation manuelle des informations.

Enfin, la mise en place d'un **référentiel tiers consolidé** et mutualisé favorise la cohérence et la mutualisation des informations entre services. Ce socle unique simplifie la gestion opérationnelle, facilite les reporting et soutient une gouvernance des tiers plus proactive, plus responsable et plus performante.



AprovaLL

AprovaLL, est un leader européen des logiciels de gouvernance, de gestion des risques et de conformité des tiers (TPGRC) .

Grâce à sa plateforme AprovaLL360, ses clients bénéficient de l'ensemble des évaluations et des informations nécessaires tout le long du cycle de vie des relations avec leurs tiers, assurant leur conformité, la protection de leurs actifs et de leur réputation dans un environnement de plus en plus complexe et contraignant.



Pour en savoir plus, visitez www.aprovaLL.com.

Nos engagements

